

Multiculturalisme et territoires ethniques : l'expérience nord-américaine

Cynthia GHORRA-GOBIN
Laboratoire "Espace et Culture" – Université Paris IV

Aux États-Unis, la décennie soixante est considérée comme une période déterminante de l'histoire suite à la mobilisation politique et sociale en faveur des droits des minorités, notamment les Noirs. L'"Affirmative Action", qui se donnait pour objectif de favoriser l'ascension sociale des minorités par le biais de quotas, relevait de ce mouvement au même titre que la loi "Voting Rights Act" en faveur de la participation des minorités à la vie politique. Cette dernière reposait sur l'idée qu'une meilleure représentativité politique des minorités serait le moyen le plus efficace pour la défense de leurs intérêts et de leurs droits. L'amendement porté à la Section 2 du *Voting Rights Act* de 1982 traduit de manière explicite cette volonté d'une meilleure participation politique des minorités, pendant que des intellectuels se réclamant du multiculturalisme plaident au début des années 1990 en faveur d'un rapport dialogique entre minorités ethniques et groupes dominants, en vue de reformuler les fondements du lien social.

A partir de l'analyse de l'évolution du contexte de Los Angeles, qui présente en cette fin de siècle une grande diversité ethnique, ainsi que de celle de la mise en œuvre de la Section 2 du *Voting Rights Act* dans cette même ville, il s'agit de s'interroger sur le sens d'une identité fondée sur l'appartenance à un territoire ethnique dans l'optique de l'idéologie multiculturaliste. Ce courant intellectuel qui cherche à s'octroyer une portée universelle présente toutefois l'inconvénient de ne pas prendre en compte la dimension spatiale dans la reformulation du lien social, alors que de leur côté, les géographes n'ont toujours pas construit une argumentation démontrant le poids du territoire dans la construction du lien social. Le territoire multiculturel relève-t-il alors d'un nouveau "mythe" ?

1- De la ville anglo-saxonne à la ville pluri-ethnique : l'exemple de Los Angeles

Los Angeles, deuxième ville des États-Unis après New York, comprend 3,5 millions d'habitants au dernier recensement de 1990. Jusqu'au milieu de la décennie 1960, Los Angeles était une ville essentiellement anglo-saxonne : les Anglo-saxons représentaient 85 % de la population, contre 13,5 % pour les Noirs, 1,5 % pour les Hispaniques et 1,5 % pour les Asiatiques. Le terme "*Latino*" au même titre que celui d'"hispanique" regroupe toutes les populations parlant l'espagnol, quel que soit leur pays d'origine ou encore les raisons de leur immigration vers les États-Unis. A Los Angeles, les Mexicains-Américains (*Chicanos*) constituent les 2/3 de cette population.

Tableau #1 : Los Angeles devient multi-ethnique (1960-1990) (%)

Années	Pop. Totale	Noirs	Latinos	Asiatiques	Anglo
1960	2 479 000	13,5 %	1,5*	1,5	83,5
1970	2 512 000	17,9	18,4	2,1	61,6
1980	2 900 000	17	27,5	6,9	51,4
1990	3 400 000	13	39,9	9,2	37,9

* Les *Latinos* n'avaient pas été identifiés en tant que catégorie de population lors du recensement de 1960, ce qui explique leur faible pourcentage.

Los Angeles, qui s'étend à présent sur 1 000 km², était occupé par des Indiens avant la création du "*pueblo*" par les colons espagnols, en 1781. Après avoir été espagnole, Los Angeles fut mexicaine et elle ne devint américaine qu'au milieu du XIX^{ème} siècle. Mais à partir de 1876, c'est à dire lorsque la ville fut reliée au reste du pays par le chemin de fer, elle commença de s'américaniser au fur et à mesure de l'arrivée d'Américains venus de la côte est puis du midwest. Elle enregistra, en l'espace de quelques décennies, une croissance économique qui bénéficia principalement aux nouveaux conquérants, les "*Yankees*". Los Angeles comptait certes des minorités d'origine hispanique et asiatique, mais dès la fin du XIX^{ème} siècle, elle ne tarda pas à se considérer comme une entité WASP ("*white anglo-saxon protestant*").

Au début du XX^{ème} siècle, Los Angeles a toutefois commencé de recevoir des immigrés noirs en provenance du sud. Les historiens rappellent ainsi que la "*Southern Pacific Railroad*", la puissante compagnie de chemin de fer, n'avait pas hésité, lors de la grève des ouvriers mexicains de 1903, à inciter des familles noires à se rendre à Los Angeles¹. Des familles noires sont venues habiter dans les quartiers nord-ouest et nord-est de la ville avant que le ghetto noir se constitue au sud de la ville, après le départ des Blancs pour les quartiers situés plus à l'ouest. En l'espace d'une décennie, entre 1910 et 1920, la population noire a doublé, en passant de 15 579 à 39 000 habitants en même temps que la population totale de la ville doublait de 576 000 à 1 250 000 habitants.

Au sud de la ville, des fermiers noirs et des ouvriers blancs vivaient à Watts, un territoire non-incorporé² qui se constitua en municipalité en 1910 avant d'être annexé, une décennie plus tard, par la ville de Los Angeles. Des mesures furent alors prises pour empêcher l'extension spatiale de la communauté noire et un plan de zonage affecta une partie de l'espace non encore urbanisé à l'usage industriel. En 1930, la communauté noire de Los Angeles vivait dans des conditions meilleures que celles des autres grandes villes : un tiers des familles était propriétaire de son logement alors que ce pourcentage n'était que de 10 % à Chicago, 15 % à Detroit et 5 % à New York³. Au fur et à mesure de l'arrivée de populations noires, après la deuxième guerre mondiale, le ghetto noir s'agrandit au sud du centre-ville du côté de "*South Central*" alors que les quartiers mexicain d'"*East Los Angeles*" continua de s'étendre à l'extérieur de la ville dans la banlieue est. A l'heure actuelle, Los Angeles accueille des Asiatiques qui sont à l'origine de la croissance de "*Chinatown*" et de la création d'un nouveau quartier "*Koreatown*" ainsi que d'immigrés hispaniques qui s'installent dans de vieux quartiers délaissés du centre-ville, comme à Westlake et dans le ghetto noir de *South Central*

Jusqu'en 1960, Los Angeles se conçoit comme une ville Wasp. Mais progressivement, suite aux émeutes de Watts et à la mobilisation nationale en faveur des Noirs, elle commença à se penser comme une entité bi-raciale.

Une première victoire fut gagnée par la communauté noire en 1963, lorsque Tom Bradley, un ancien officier de police, fut élu conseiller municipal du dixième arrondissement de la ville,

¹ Il existe très peu de travaux sur l'arrivée de la communauté noire à Los Angeles, cf. la thèse de J. Max Bond, 1936, "*The Negro in Los Angeles*", Ph.D. Dissertation, University of Southern California, et publiée en 1972 à San Francisco par R & E Press.

² Sur cette notion de territoire non-incorporé, cf. Ghorra-Gobin, C., 1992, "Planification urbaine et incorporation aux États-Unis. Les fondements de la politique d'exclusion" in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, #51, mars 1992, p.40-47.

³ Ces chiffres proviennent des travaux de recherche effectués sur la communauté noire par Douglas S. Massey et Nancy A. Denton qui ont fait paraître, tout au long de la décennie 1980, de nombreux articles dans des revues de sociologie et dont une excellente synthèse a été publiée sous le titre d'"*American Apartheid*", Harvard University Press, 1993.

où vivait une grande partie de la communauté noire. Bradley⁴ avait fait des études supérieures à l'Université de Californie Los Angeles (UCLA), puis était entré dans la police. Tout en étant lieutenant – un grade jamais obtenu par un Noir à Los Angeles –, il suivait des cours du soir pour devenir avocat. Mais après 20 ans de service dans la police, il décida de prendre sa retraite, d'exercer sa profession d'avocat et de rentrer en politique. En 1963, il devint conseiller municipal en même temps que Gilbert Lindsay et Billy Mills, une élection qui symbolisait une victoire non négligeable pour la communauté noire.

Bradley fut facilement réélu conseiller municipal en 1967 et plus tard en 1971. Sa politique consistait à ne jamais défendre les seuls intérêts de la communauté noire, une attitude qui lui permit de créer des alliances au sein du conseil municipal et de proposer, en 1968, d'élargir le nombre des élus, afin de permettre à la communauté hispanique d'être représentée. En 1969, il participa à la campagne électorale mais ne fut pas élu maire. Il le devint cependant quatre ans plus tard, grâce notamment aux Blancs (*white liberals*) qui avaient voté en grande majorité pour lui. Il fut élu pour les mêmes fonctions en 1977, 1981, 1985 et 1989, ce qui lui permit d'exercer cinq mandats. En tant que maire de Los Angeles, Bradley a poursuivi sa stratégie de conseiller municipal et a tenté de concilier les intérêts des deux principales communautés. Il a inauguré l'ère de la coalition bi-raciale.

Mais sa politique⁵ s'est avérée fragile, au fur et à mesure de la croissance démographique des communautés asiatiques et hispaniques. Los Angeles, qui dans les années soixante, avait connu des tensions entre la communauté noire et les Blancs conservateurs, devenait, tout au long de la décennie 1980, le théâtre de tensions inter-ethniques qui ont éclaté avec violence lors des émeutes du printemps 1992⁶.

2- Le "*redistricting*"⁷ ou le redécoupage des territoires urbains

La procédure obligatoire du découpage du territoire urbain (à la suite du "*Voting Rights Act*") a pour objectif de traduire, sur le plan spatial, la croissance démographique de tout groupe de population jusqu'ici considéré comme minoritaire. En s'octroyant officiellement un territoire urbain, toute communauté ethnique s'avère en mesure d'affirmer son identité, d'acquérir une légitimité politique et de défendre ses intérêts. Le *Voting Rights Act*⁸, en favorisant dans les grandes villes l'émergence de conseillers municipaux reflétant la diversité de la population, contribua ainsi à l'élection d'un deuxième conseiller municipal hispanique à Los Angeles.

A la suite des résultats du recensement de 1980 qui soulignait une nouvelle poussée démographique en faveur des Hispaniques, la ville de Los Angeles se vit dans l'obligation de revoir les limites de ses quinze arrondissements en vue de faire émerger un territoire majoritairement hispanique. La ville présenta en 1982 un premier plan qui fit aussitôt l'objet d'une attaque en justice initiée par le Ministère de la Justice Fédérale pour sa non-conformité vis à vis de la législation fédérale. Des associations de défense des droits civiques comme le "*Mexican-American Legal Defense and Education Fund*" (MALDEF) ou "*California for Fair Representation*" (CFFR) n'avaient pas hésité à se mobiliser et à faire pression auprès de Washington D.C. pour que la loi soit respectée au niveau local.

⁴ Pour plus de détails sur la biographie de Tom Bradley, cf. Allswang, John M., "Tom Bradley of Los Angeles", *Southern California Quarterly*, Spring 1993, p.55-103.

⁵ Pour plus de détails sur le terme et le type d'alliances politiques qu'il évoque, cf. Sonenshein, Raphael J., 1989, "The dynamics of biracial coalitions : Crossover politics in Los Angeles", *Western Political Quarterly*, 42, p.333-353.

⁶ Sur les émeutes de 1992, cf. Ghorra-Gobin, C., "Los Angeles 1992 : La première émeute multi-ethnique des États-Unis", *Hérodote* #65-66, 2ème et 3ème trimestres 1992, p.326-337.

⁷ La question du *redistricting* a été suivie à l'occasion de longs séjours effectués par l'auteur à Los Angeles, au cours de la décennie 1980.

⁸ Aux États-Unis, le droit de vote n'est accordé qu'aux citoyens américains.

L'administration fédérale reprocha à la ville de Los Angeles son attitude discriminante à l'égard de la minorité hispanique qui représentait désormais plus du quart de la population de la ville et qui ne disposait que d'un conseiller municipal hispanique. La décision du tribunal administratif se fit en faveur de la minorité hispanique et la ville fut contrainte d'initier une nouvelle procédure de *redistricting*. Un nouveau découpage territorial de la ville fut à nouveau présenté par Richard Alatorre (l'unique conseiller municipal hispanique) en juillet 1986. Ce plan réussissait certes à faire émerger un deuxième arrondissement où la majorité de la population en mesure de voter était hispanique, mais il présentait l'inconvénient de remanier le territoire de Hollywood, l'arrondissement du premier conseiller asiatique de Los Angeles, élu en 1985. Hollywood n'est pas vraiment un quartier asiatique mais Woo avait réussi à s'appuyer sur une coalition politique relevant des différentes communautés en présence (Arméniens, Asiatiques, Juifs d'Europe de l'est et WASP). Alatorre s'était donc arrangé pour ne toucher ni au territoire des conseillers municipaux noirs ni à celui des anglo-saxons.

Mais face à l'agressivité de Woo, de la communauté asiatique et des associations militant en faveur des droits civiques, le conseil municipal refusa d'adopter le plan d'Alatorre. La procédure du *redistricting* devait donc se poursuivre. La chance de Los Angeles fut alors de perdre un conseiller municipal anglo-saxon au cours de l'été 1986. Le territoire du conseiller municipal décédé, Finn, fut alors remanié, ce qui permit de faire émerger un deuxième territoire hispanique, à proximité du premier. A l'automne 1986, Los Angeles disposait ainsi de deux arrondissements (1 et 14) comprenant une majorité d'Hispaniques, autorisant ainsi l'élection d'un deuxième conseiller municipal hispanique, Gloria Molina.

Le *redistricting* est une procédure qui exige la prise en compte simultanée de deux critères démographiques, la population vivant sur un territoire donné et la population en mesure de voter sur ce même territoire. La tâche du démographe consiste dans un premier temps à répertorier l'ensemble des "îlots du recensement" (*census tracts*) et à faire juxtaposer ceux présentant une majorité en faveur d'une communauté ethnique donnée. Quant à la deuxième étape, c'est à dire celle qui consiste à démontrer qu'un territoire donné détient une majorité ethnique en mesure de voter, elle s'avère plus complexe pour les deux raisons suivantes : (1) un territoire ethnique inclut souvent un pourcentage non négligeable d'immigrés qui ne sont pas en mesure de voter; (2) sa pyramide des âges présente une base importante, or les jeunes ne peuvent voter.

A ces deux critères purement objectifs s'en ajoute un troisième plus difficile à cerner, le comportement électoral des membres de chaque communauté. Un membre de la communauté mexicaine-américaine n'a pas le même rapport à la démocratie de représentation qu'un wasp ou qu'un asiatique. D'une manière générale, les communautés ethniques en situation de relégation ne participent pas aux élections avec autant d'enthousiasme que les Wasp. Il en résulte que déterminer les limites d'un territoire où une majorité ethnique serait en mesure de voter, relève de critères objectifs mais aussi d'estimations anticipant le comportement électoral des membres de la communauté, ce qui nécessite des arbitrages politiques. Mais le *redistricting* présente des limites, compte tenu de la forte immigration. Il ne réussit pas à combler le déséquilibre croissant entre population d'électeurs et population résidentielle.

Certains commencent ainsi à s'interroger sur le sens du *redistricting* quand une fraction non négligeable des communautés ethniques (appartenant essentiellement à la classe moyenne) a quitté la ville pour la banlieue⁹. Au cours de ces deux dernières décennies, le ghetto noir de *South Central* n'a cessé de se paupériser, suite au départ des familles de classe moyenne, à la fermeture des usines situées dans son voisinage et à l'arrivée massive de pauvres immigrés hispaniques. Aussi dans le premier arrondissement de Los Angeles, situé à proximité du

⁹ Pour le contexte de Los Angeles, cf. Rabinovitz, Francine F., 1984, *Minorities in Suburbs: The Los Angeles Experience*, Cambridge, Mass., Joint Center for Urban Studies.

centre-ville, les Hispaniques représentent 75 % de la population mais uniquement 45 % des citoyens inscrits sur les listes électorales¹⁰ ("registered voters") alors que les Anglo, qui ne représentent que 7 % de la population, comptent 40 % des électeurs. A *South Central*, les Noirs ne représentent plus que 63 % de la population mais 89 % des électeurs, alors que les Hispaniques représentent 31 % de la population et seulement 3 % des électeurs. Rita Walters qui représente ainsi *South Central* a été élue par 6 000 personnes alors que l' élu municipal d'un arrondissement anglo l'a été grâce à 25 000 voix. Ces chiffres soulignent en fait le faible poids politique d'un élu noir face à un élu blanc compte tenu de la déstructuration du ghetto. Dans ce contexte où le "ghetto" se transforme en "barrio", le *redistricting* risque d'être interprété comme une procédure en faveur d'un multiculturalisme de l'"underclass".

Le redistricting, en dépit des limites de la procédure que l'on vient de souligner, repose sur le principe de l'émergence d'un territoire ethnique en vue de garantir la légitimité politique de cette même communauté. De ce fait il participe bien a priori du multiculturalisme, même si ce courant idéologique n'a jamais inclus dans ses réflexions la dimension spatiale du lien social.

Multiculturalisme et dimension spatiale du lien social : que conclure ?

Les multiculturalistes qui, à la suite Michael Walzer et de Charles Taylor¹¹, ont conscience de la fragmentation de la société, estiment que ce manque d'homogénéité culturelle pose de sérieux problèmes pour le fonctionnement de la démocratie. Ils font par ailleurs le constat de l'image dépréciative de la culture dominante à l'égard des minorités, en raison de leur race, ethnie, sexe ou croyances religieuses et défendent le principe de la politique de la "reconnaissance" qu'ils estiment fondamentale dans la mesure où elle contribue à la construction de l'identité de l'individu et du groupe. En plaidant pour un principe d'égalité universelle, les multiculturalistes dénoncent toute discrimination et refusent toute forme de citoyenneté de seconde classe. Pour eux, les groupes dominants ont, tout au long de l'histoire, eu tendance à renforcer leur position hégémonique en inculquant une image d'infériorité aux communautés ethniques. Aussi, la "politique de la reconnaissance" qui repose sur cet idéal de l'authenticité de chacun de nous, prône en quelque sorte ce souci de la différence alors que les sociétés occidentales et démocratiques ont plutôt eu tendance à négliger ces particularités culturelles.

Le discours des multiculturalistes présente certes l'avantage de poser en termes nouveaux la relation politique et culturelle qui devrait lier entre elles les communautés ethniques dans un État qui ne voit aucune contradiction entre le citoyen et la communauté. En revanche il néglige de prendre en compte la dimension territoriale de la reconstruction du lien social. Cette négligence résulte-t-elle de la difficulté épistémologique à laquelle font face les politologues et les philosophes pour inclure le territoire ou plus simplement d'une division du travail au sein des sciences sociales ? Dans ce cas, la critique devrait plutôt s'adresser aux géographes qui n'ont pas encore démontré comment le territoire participait de la reconstruction du lien social. Aussi, en l'absence de ce type de réflexion, le territoire risque d'être encore perçu comme une frontière alors qu'il pourrait participer du lien social et de l'avènement du multiculturalisme.

¹⁰ Cette notion de citoyens inscrits sur les listes électorales relève le plus souvent d'estimations faites par la presse à l'occasion des élections. Ces chiffres sur Los Angeles proviennent du *Los Angeles Times* du 2 Juin 1993.

¹¹ Taylor, Charles, 1994, *Multiculturalisme: Différence et démocratie*, Paris, Aubier (pour la traduction française) et Walzer, Michael, "Les deux universalismes", *Esprit*, décembre 1992, 114-133 et "Individus et communautés: les deux pluralismes", *Esprit*, juin 1995, 121-143, qui correspondent à des traductions d'articles parus dans des revues américaines.

Bibliographie

BANFIELD, Edward, et James Q. WILSON, 1963, *City Politics*, Cambridge, Mass.: Harvard university press.

BROWNING, Rufus P., Dale Rogers MARSHALL et David TABB, 1990, *Racial Politics in American Cities*, New York : Longman.

DAVIS, Mike, 1990, *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles*, New York : Verso.

FUCHS, Lawrence H., 1990, *The American Kaleidiscop : Race, Ethnicity and Civic Culture* Wesleyan University press.

GHORRA-GOBIN, Cynthia, 1993, *Les États-Unis : Environnement, Espace, Société et Ville*, Paris : Nathan.

GARREAU, Joël, 1991, *Edge City : Life on the New Frontier*, New York : Anchor Books.

GLAZER, Nathan, et Daniel P. MOYNIHAN, 1991, *Beyond the Melting-Pot*, Cambridge, Mass : The MIT press, 1970.

JENCKS, Christopher, et Paul PETERSON (ed.), 1991, *The Urban Underclass*, Washington D.C. : The Brookings Institution.

MASSEY, Douglas, et Mitchell L. EGGERS, 1989, *The Ecology of Inequality : Minorities and the Concentration of Poverty, 1970-1980*, Population Research Center, University of Chicago.

PEARLSTONE, Zena, 1990, *Ethnic L.A.*, Beverly Hills, Ca : Hillcrest press.

STEINBERG, Stephen, 1981, *The Ethnic Myth : Race, Ethnicity, and Class in America*, Boston, Mass. : Beacon press.

TAYLOR, Charles, 1994, *Multiculturalisme : Différence et Démocratie*, Paris : Aubier.

WALZER, Michael, 1992, *What it Means to Be American*, Princeton University press.